

# L'économie française pendant la présidence du général de Gaulle

Jean-Marcel Jeanneney \*

*La croissance de l'économie française avait été rapide de 1949 à 1957, à peu près égale de celle des autres économies occidentales, mais elle était entachée de déséquilibres qui conduisirent à de graves difficultés en 1958.*

*Sur l'ensemble de la période allant de 1958 à 1969 la croissance a été en France supérieure à celle de toutes les autres économies occidentales, à l'exception de l'Allemagne où elle a été légèrement plus forte, et du Japon où elle a été presque double. La formation brute de capital fixe a cru plus vite que partout ailleurs en Europe, sans parvenir cependant à égaler, en pourcentage du PIB, celle de nos principaux concurrents. La hausse des prix de la consommation est demeurée relativement rapide, de 4,2 % l'an en moyenne. La hausse réelle du salaire horaire a été de 3,6 % l'an et la masse réelle des salaires a grossi de 6,3 % par an.*

*Une analyse conjoncturelle conduit à distinguer quatre phases : en 1958 la France a connu une récession sensible ; du début de 1959 au début de 1964 elle bénéficia d'une croissance du PIB marchand de 8,1 % l'an ; du 1<sup>er</sup> trimestre 1964 au 1<sup>er</sup> trimestre 1968 cette croissance ne fut plus que de 5,4 % l'an ; de juin 1968 à avril 1969 la France dut s'adapter au choc provoqué par les événements de mai 1968, mais du 1<sup>er</sup> trimestre 1968 au 1<sup>er</sup> trimestre 1969 la croissance du PIB marchand fut néanmoins de 4,7 %.*

*Après le départ, à la fin d'avril 1969, du général de Gaulle et jusqu'en 1973 les performances de l'économie française furent encore brillantes, mais de manière aventureuse.*

---

\* L'auteur, fondateur de l'OFCE et son président de 1981 à 1989, a été membre du Comité des Experts réuni à l'automne de 1958 sous la présidence de Jacques Rueff, puis fut ministre de l'Industrie de janvier 1959 à avril 1962, ministre des Affaires sociales de janvier 1966 à juin 1968 et ministre d'Etat de juillet 1968 à juin 1969. Il s'est efforcé d'être néanmoins objectif.

Cet article \*\* n'a pour prétention que de relater des faits, en fournissant des données quantitatives <sup>(1)</sup>, sur une période qui apparaît, avec le recul du temps, singulièrement faste, tant par la forte croissance alors réalisée que par les équilibres obtenus. En un préambule sommaire, il remonte le cours de l'histoire avant 1959 sur dix ans, non seulement pour permettre des comparaisons entre deux époques successives, mais aussi pour rappeler des événements qui ont pesé sur la décennie soixante. En sa fin il esquisse ce que l'économie a été, sur sa lancée, de 1969 à 1973. On n'y trouvera ni explications ni jugements de valeur sur les politiques alors menées, qui eussent fourni sans doute d'utiles leçons. Puisse cette lacune susciter d'autres recherches !

## L'héritage

La vision que l'on a de l'économie française avant le retour au pouvoir du général de Gaulle diffère selon que l'on considère seulement les années 1957 et 1958, pendant lesquelles apparaissent de graves déséquilibres, ou que l'on porte son regard en arrière jusqu'en 1949.

### La croissance observée de 1949 à 1957

En cette année 1949, où se situe la fin de l'immédiate après-guerre, la population française et le PNB sont égaux à ceux de 1930 <sup>(2)</sup>, dernière année « normale » d'avant-guerre, et le salaire horaire réel moyen, charges sociales comprises, équivaut aussi à celui de cette année là <sup>(3)</sup>. Ainsi, après vingt années de crise, puis de guerre et de reconstruction, la France se retrouvait approximativement au niveau qu'elle avait atteint vingt ans plus tôt, à son sommet antérieur de prospérité.

Ensuite, jusqu'en 1957, les performances physiques de l'économie française, comparées à d'autres, apparaissent d'un ordre de grandeur moyen.

La production agricole <sup>(4)</sup> augmenta à un rythme annuel de 3,3 % , un peu moins que l'allemande (3,9 %), mais plus que l'italienne (2,9), la belge (2,4), l'anglaise (2,2), la japonaise (1,9) la néerlandaise et la Suisse (1,6) et que celle des Etats-Unis (1), tandis que la production agricole suédoise diminuait de 1 % l'an.

---

\*\* L'étude paraît simultanément dans : Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, tome 3, *Moderniser la France*. — Actes des Journées internationales tenues à l'UNESCO — Paris, 19-24 novembre 1990. Documentation française — Plon. 1992.

(1) Les planches de graphiques regroupées après le texte, ainsi que la plupart des données numériques mentionnées, sont tirées du tome I du livre de Jean-Marcel Jeanneney et Elizabeth Barbier-Jeanneney : *Les économies occidentales du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. On a renvoyé dans le texte même aux planches de la présente contribution et en note aux numéros de chapitre (en chiffre romain) et de planche (en chiffre arabe) de l'ouvrage cité ci-dessus.

(2) II 12

(3) IV 12

(4) II 21

En 1949 la production industrielle (planche 1) avait pareillement retrouvé à peu de chose près dans tous les pays européens, y compris en France, son niveau de 1937. Puis elle crût jusqu'en 1957 de 9,4 % l'an en France, de 10 en Italie, de 12,4 en Allemagne, mais seulement de 6,8 aux Pays-Bas, de 5,8 en Belgique, 3,4 au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis sa croissance fut aussi de 3, mais à partir d'un niveau supérieur de 40 % à celui de 1937.

Les comptabilités nationales (planche 2) confirment cette commune ascension des économies occidentales et leurs divergences : de 1950 à 1957 la croissance du PIB a, en moyenne, été en France de 4,6 % l'an, tandis qu'elle était de 8,3 en Allemagne, 6 en Italie, 5 aux Pays-Bas, 4 aux Etats-Unis, 2,7 au Royaume-Uni <sup>(5)</sup>. Elles montrent aussi que les ressources françaises consacrées à l'investissement furent alors insuffisantes (planche 3). Il stagna de 1949 à 1954, ce qui fit qu'en pour cent du PNB la formation brute de capital fixe fléchit, de 19,5 % à 17,9 au cours de ces cinq années. Sa remontée ultérieure ne le porta en 1957 qu'à un peu plus de 20,5 % du PIB, alors que ce pourcentage était de 22,3 en Allemagne (après 23,6 en 1956), de 25,6 aux Pays-Bas, de 26,6 au Japon. Il est vrai qu'il n'était alors que de 18,8 % aux Etats-Unis et de 15,7 au Royaume-Uni ; mais, en conséquence, la croissance n'a pu ensuite qu'y être faible.

En France en 1957, par suite de l'insuffisance antérieure et persistante des investissements, les capacités de production étaient utilisées à près de 100 % dans beaucoup de branches, à plus de 85 % dans la plupart des autres, et 45 % des entreprises déclaraient ne pouvoir produire davantage <sup>(6)</sup>. Cela contribuait à la hausse des prix, compromettait l'équilibre extérieur et limitait les possibilités de développement économique.

Les aspects financiers de l'économie française soulignent ses faiblesses d'alors. Depuis 1949 le déficit du budget de l'Etat avait été en moyenne de 3,9 % du PIB et avait frisé les 5 % en 1952, 1956 et 1957 <sup>(7)</sup>. Toujours, il avait excédé les charges annuelles de la dette. De ce fait l'endettement de l'Etat en francs courants avait augmenté de 65 % entre 1950 et 1957 et de 22 % en francs constants, si bien que son rapport au PIB, malgré l'inflation qui tendait à le restreindre, ne fléchit que de 41 à 31 %, alors qu'il eût été sain qu'il diminuât bien davantage en ces temps de suremploi des capacités de production. Le déficit était d'autant plus nocif qu'il était dû, non à des dépenses d'équipement faites par l'Etat, auxquelles était alors consacré moins de 0,7 % du PIB, mais à des dépenses militaires, qui avaient atteint 14 % du PIB en 1953 et étaient encore de 8 % en 1957 <sup>(8)</sup>.

Les comptes extérieurs étaient plus inquiétants encore. La balance des marchandises fut constamment en déficit (sauf en 1955) sans que celle des services et des revenus du capital fussent à le combler

---

(5) II 31

(6) Note de conjoncture de l'INSEE, août-septembre 1973

(7) VI 1

(8) VI 8

(planche 9). Jusqu'en 1956 une aide américaine avait, sous diverses formes, fourni au total plus de 4 milliards de dollars, qui équilibrèrent à peu près, d'une année sur l'autre, la balance des paiements courants. Mais lorsque cette aide cessa, le déficit de la balance courante atteignit plus de 1,2 % du PNB en 1956 et 2,4 en 1957, ce qui ne pouvait durer longtemps sans risque d'asservissement aux prêteurs étrangers, surtout à une époque où ces prêteurs ne pouvaient guère être que des Etats ou des organismes publics internationaux.

Les prix français avaient connu de 1952 à 1954 une remarquable stabilité grâce à la forte baisse des prix des matières premières importées survenue après la guerre de Corée. Ils avaient repris un mouvement ascendant dès le début de 1955. L'inflation (planche 7) n'apparaissait pas encore dans l'indice des prix à la consommation placé sous étroite surveillance du ministère des Finances, pratiquant ce que l'on appela « la politique de l'indice » ; mais elle existait néanmoins. Elle se trouve exprimée par les indices de prix de gros : les produits industriels semi-transformés et les produits énergétiques s'élevaient de 5 % l'an et les prix agricoles à la production de 10 % l'an<sup>(9)</sup>, alors qu'à l'étranger ces prix étaient presque stables. Les profits des entreprises utilisatrices, dont les prix de vente étaient plus ou moins bloqués, s'en trouvaient détériorés et ainsi leur capacité d'autofinancement des investissements était fâcheusement réduite.

### **Les difficultés de l'année 1958**

Les difficultés graves qui devaient inéluctablement résulter de tels déséquilibres devinrent patentes en 1957 et 1958 .

De l'été 1957 à l'été 1958 on vit l'indice des prix à la consommation, trop longtemps contenu, s'élever brutalement de 16 % (planche 7), faisant baisser les salaires réels de 3 % (planche 8). Le gonflement de la masse monétaire<sup>(10)</sup> ayant été fortement ralenti (4,9 % en un an au lieu de 12,4 % l'an de 1949 à 1957) par un renchérissement de l'argent à court terme (de 4,6 % à la fin de 1957 à 8,1 à la fin de 1958)<sup>(11)</sup>, la vitesse de circulation de la monnaie s'accéléra d'environ 10 %. Au cours de l'année 1958 la production industrielle fléchit de 3 % (planche 1) et le produit intérieur marchand de 0,6 (planche 4), ce qui ne s'était jamais vu depuis 1949. En revanche le déficit budgétaire fut ramené de 4,7 à 1,7 % du PIB<sup>(12)</sup>. Celui de la balance des paiements le fut de 2,4 à 0,4 (planche 8), car tandis que, du 1<sup>er</sup> trimestre 1955 au 1<sup>er</sup> trimestre 1957, les importations avaient cru en dollars au rythme de 22,7 % l'an, face à des exportations n'augmentant que de 7 % l'an, elles diminuèrent de 19 % l'an du 1<sup>er</sup> trimestre 1957 au 3<sup>e</sup> trimestre 1958, alors que les exportations ne fléchissaient que de 9,6 % l'an<sup>(13)</sup>.

---

(9) III 23

(10) V 17

(11) V 18

(12) VI 1

(13) VII 13

Ce redressement était dû principalement aux mesures prises par Félix Gaillard, ministre des Finances depuis juin 1957, puis président du Conseil de novembre 1957 à mai 1958. La plus notable fut une dévaluation du franc commercial <sup>(14)</sup>, de 16,7 % en août 1957, qui sera étendue aux transactions financiers en juin 1958.

Le ralentissement d'activité constaté alors était aussi l'effet d'une contagion internationale, la production industrielle régressant plus ou moins en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et progressant moins en Allemagne et en Italie (planche 1). Cependant la forte hausse des prix français, qui avait débuté en 1955 et s'était amplifiée en 1957 et 1958, coïncidait avec une quasi stabilité ailleurs (planche 7), triste anomalie particulière à la France.

## **Performances comparées de l'économie française de 1958 à 1969**

Au cours de ces onze années *la population française* s'est élevée de 44,5 millions à 50,1 millions, soit un peu plus que celle des autres pays européens (Pays-Bas et Suisse exceptés) <sup>(15)</sup>. Cela a été dû essentiellement à un excédent des naissances sur les décès <sup>(16)</sup> de 3,4 millions au total, au retour des Français d'Afrique du Nord et à l'immigration étrangère <sup>(17)</sup>. Cela fit, sur l'ensemble de la période, une augmentation de population de 12,4 %, inférieure certes à celle survenue dans le même temps en Suisse (17 %), aux Etats-Unis (15,6), aux Pays-Bas (15,4), mais supérieure à celle observée en Allemagne (12,1), en Espagne (11,8), au Japon (11,7), en Italie (7,5), en Belgique (6,1), et en Grande-Bretagne (5,5). Cette démographie française impliquait un développement économique assez rapide, sinon le niveau de vie se serait dégradé.

Pour permettre une comparaison internationale de la croissance de l'économie française au cours de ces onze années, on a rassemblé dans le tableau suivant huit indicateurs principaux relatifs à la France et à sept autres pays européens, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon, exprimés en taux annuels moyens calculés sur l'ensemble de la période.

En considérant ce tableau on voit que la France est en tête des pays européens pour l'accroissement de *la formation brute de capital fixe* (FBCF) (+ 7,7 par an). Cela fit qu'en pourcent du PIB la FBCF s'est élevée de 20,5 en 1958 à 23,3 en 1965 et maintenue ensuite à ce niveau. Mais ce pourcentage, atteint au milieu de la décennie, demeu-

---

(14) VII 38

(15) I 2

(16) I 3

(17) I 9

## Taux de croissance annuel moyen de 1958 à 1969

	France	RFA	Royaume- Uni	Italie	Pays-Bas
Population	1,08	1,04	0,48	0,66	1,31
PIB	5,48	5,80	3,20	5,87	5,40
Valeur ajoutée par l'industrie	5,74	6,40	3,36	8,10	7,52
FBCF	7,65	6,18	5,81	6,24	7,57
Salaires réels	3,62	5,28	2,98	4,32	4,76
Prix à la consommation	4,21	2,33	3,26	3,33	3,78
Exportations en dollars	10,25	11,46	5,81	14,96	10,83
Importations en dollars	10,78	11,67	5,98	13,26	10,55

	Belgique	Suède	Suisse	Etats- Unis	Japon
Population	0,54	0,68	1,44	1,33	1,01
PIB	4,71	4,55	4,92	4,26	11,06
Valeur ajoutée par l'industrie	5,31	6,11	5,30	6,06	14,86
FBCF	6,74	5,68	6,79	4,97	16,72
Salaires réels	4,21	4,24	1,89	1,57	6,26
Prix à la consommation	2,51	3,04	2,76	2,19	5,04
Exportations en dollars	11,44	9,54	10,55	7,21	16,95
Importations en dollars	11,66	8,67	10,83	9,91	15,10

Source : *Les économies occidentales du XIX<sup>ème</sup> siècle à nos jours*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

rait encore relativement faible (planche 3) alors que, de 1965 à 1969, il était en moyenne de 23,6 en Suède, de 24 en Allemagne, de 25,7 aux Pays-Bas, de 26,7 en Suisse, de 32,4 au Japon. Il était cependant supérieur à ceux observés en Belgique ou en Italie (19,7), au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis (18,3).

*La croissance du PIB* en France (5,48 % par an) est supérieure de 1 point à ce qu'elle avait été de 1950 à 1958, proche de ce qu'elle est en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et supérieure à celle observée dans les autres pays européens. Celle du *salaire réel* (3,62), quoique rapide, est sensiblement moindre que dans les autres pays européens mentionnés, à l'exception du Royaume-Uni et de la Suède. Mais les prestations sociales augmentent en volume de 7,3 % l'an.

*La hausse des prix à la consommation* a été en France plus forte que dans tous les autres pays cités, sauf au Japon.

*Les exportations et importations* en dollars courants ont augmenté de plus de 10 % l'an, moins que celle de l'Allemagne, de l'Italie ou de

la Belgique, mais plus que celle du Royaume-Uni ou des Etats-Unis. Ces pourcentages sont dûs pour moitié environ à la hausse des prix. Mesurées en pourcent du PIB exportations et importations ont relativement peu augmenté (de 10 à 13 %) <sup>(18)</sup> et la part des exportations françaises dans les exportations mondiales est demeurée presque stable, s'élevant de 4,9 % en 1958 à 5,4 en 1960 et 5,5 en 1969 <sup>(19)</sup>.

*Cela appelle quelques commentaires.*

La hausse relativement forte des prix à la consommation est la rançon des dévaluations intervenues en 1957 et 1958, — au total de 29 % par rapport au dollar et à toutes les autres monnaies — <sup>(20)</sup> qui ont étalé d'autant plus longuement leurs effets qu'un contrôle des prix s'exerçait. Elle résulte aussi d'une saturation chronique de capacités de production dans une économie encore quelque peu protégée des concurrences extérieures.

Le progrès des taux de salaires horaires réels (pouvoir d'achat des taux de salaires nominaux) a été un peu moindre qu'en d'autres périodes, (planche 8). Il est sensiblement inférieur à la croissance du PIB (5,48) et davantage encore à celle de sa composante marchande (6,64 % l'an) (planche 4). Il y a diverses explications à cela. Les gains horaires augmentaient en moyenne plus que ne l'indique la statistique des taux. La durée hebdomadaire du travail s'étant allongée et le nombre des salariés ayant augmenté, la masse des salaires nets payés a grossi de 6,3 % par an (planche 6). La population s'étant accrue plus vite qu'à aucune autre époque du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle (de 1,1 % l'an) il y eut davantage de parties prenantes. L'investissement total, qui progresse de 8,2 % l'an (planche 5), absorbait une grande part des fruits de la croissance ; une autre l'était par les prestations sociales (planche 6), améliorées pour les salariés et étendues aux agriculteurs et aux non salariés. Le revenu des ménages par habitant s'élève de 4,7 % l'an.

Alors qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni le développement des services l'emportait sur celui de l'industrie <sup>(21)</sup>, au contraire en France (planche 4), comme en Allemagne <sup>(22)</sup>, la croissance de l'industrie (7,3 % l'an) est plus rapide que celle des services (5,5) tandis que celle du secteur non marchand est particulièrement faible <sup>(3)</sup>. La France s'industrialise.

Les croissances des investissements des entreprises et des ménages (essentiellement en logement), en dépit de fluctuations différentes, sont équivalentes quant on les considère d'un bout à l'autre de la période, tandis que ceux des administrations progressent un peu davantage en raison de l'état déplorable des équipements publics, notamment universitaires et sanitaires, à la fin de la IV<sup>e</sup> République.

---

(18) VII 2

(19) VII 17

(20) VII 38

(21) II 39 et 41

(22) II 37

L'investissement des entreprises (7,3 % l'an) est supérieur à la croissance du produit marchand (planche 5), comme il convenait, puisqu'il fallait combler l'insuffisance antérieure du capital productif. Néanmoins la part de la valeur ajoutée par les entreprises affectée aux salaires (le reste constituant les profits bruts) s'est élevée de 52,2 % en 1957 à 52,7 en 1959, à 55 en 1964 puis, après avoir été légèrement réduite, à 54,4 en 1967, a atteint 55,8 en 1969 <sup>(23)</sup>.

La quasi stabilité des importations en pourcent du PIB <sup>(24)</sup> jusqu'en 1967 peut étonner, alors que presque tous les contingents à l'importation ont disparu dès le début de la période, qu'ensuite les droits de douane ont progressivement été supprimés entre membres de la CEE et abaissés vis à vis des pays tiers. Elle résulte de l'échelonnement des mesures de désarmement douanier et, plus encore, témoigne des longs délais nécessaires pour développer des réseaux de distribution de produits importés.

Alors qu'avant 1958 le solde des marchandises avait été constamment déficitaire (sauf en 1955), comme aussi celui des paiements courants (hors transferts unilatéraux), l'un et l'autre sont excédentaires de 1959 à 1967 (planche 9).

Si donc on compare les années 1958 à 1969 aux années 1949 à 1958, on constate que le taux de croissance du PIB a été de 5,5 au lieu de 4,6 antérieurement (planche 5), celui du revenu des ménages par habitant de 4,7 au lieu de 4 (planche 6), la hausse des prix à la consommation de 4,2 au lieu de 6 (planche 7). L'équilibre budgétaire <sup>(25)</sup> est progressivement rétabli et la dette publique est réduite de moitié <sup>(26)</sup> en pourcent du PIB. La balance des paiements courants est devenue normalement excédentaire, jusqu'en 1967 (planche 9). C'est dire qu'ont été restaurées les conditions d'une croissance tout à la fois plus forte et équilibrée. Au lieu que naguère le présent hypothéquait l'avenir, il était devenu le gage d'une prospérité pouvant être durable.

## Une analyse conjoncturelle

Pour une bonne compréhension de ce que fut l'économie française sous la présidence du général de Gaulle et des problèmes qui furent à résoudre, on ne saurait évidemment se limiter à cette vision globale des onze années. Il convient de suivre le déroulement des événements dans le temps. Sans prétendre en écrire ici l'histoire, on va s'efforcer de présenter les infléchissements majeurs observés, en distinguant quatre phases : d'abord de transition, puis de croissance rapide, ensuite de consolidation, enfin d'adaptation à un choc <sup>(27)</sup>.

---

(23) Comptes nationaux de l'OCDE \* Volume I. 1953-1981

(24) VII 2

(25) VI 1

(26) VI 9

(27) On n'a pas toujours répété ci-dessous les renvois aux planches déjà indiqués dans la partie précédente quand les faits étaient de même nature

### **Du 3<sup>e</sup> trimestre 1958 au 1<sup>er</sup> trimestre 1959 : la transition**

Pendant ce semestre où le général de Gaulle a été président du Conseil du dernier gouvernement de la IV<sup>e</sup> République, les mouvements précédemment amorcés se poursuivent. En six mois le PIB marchand se contracte de 0,4 %, la production industrielle baisse de 2,4 % et la valeur ajoutée par l'industrie de 4,7 %. Comme toujours, lorsque l'activité productrice se ralentit, l'amélioration de la productivité du travail, qui avait été de 4,5 % l'an de 1949 à 1957, est nulle en 1958<sup>(28)</sup>. L'investissement total se réduit de 5 %, celui des entreprises de 7,5 %, tandis que celui des administrations est étale et que celui des ménages progresse encore de 2,7 %. Le coût de la vie s'élève de 3,7 %. Les salaires réels moyens se trouvent réduits de 2,3 % et la masse des salaires réels nets payés de 1 %. La consommation des ménages augmente encore de 1,3 %, leur taux d'épargne s'affaissant de 4 points (planche 6). La vitesse de circulation de la monnaie, qui s'était accélérée au cours des six mois précédents, se ralentit un peu, bien que la masse monétaire (M2) n'ait progressé que de 4 % en six mois. Le taux de l'argent au jour le jour<sup>(29)</sup> s'abaisse de 6,8 % à 4,3 ; mais le taux de rendement des obligations s'élève de 7,36 à 7,54.

Par une ordonnance du 27 décembre 1958 le franc est dévalué de 15,1 %, après l'avoir été déjà de 16,7 en août 1957<sup>(30)</sup>.

### **Du 1<sup>er</sup> trimestre 1959 au 1<sup>er</sup> trimestre 1964 : une croissance rapide**

Au cours de ces cinq années la croissance est particulièrement rapide : celle du PIB marchand est de 8,1 % l'an (au lieu de 6,6 sur l'ensemble de la période), celle de l'indice de la production industrielle de 7,3, celle de la valeur ajoutée par l'industrie de 8,1, la productivité du travail progresse de 4,8 % l'an, l'investissement total (FBCF) augmente de 9 % l'an, celle des administrations de 14,3, celle des entreprises de 9,8, celle des ménages de 6,7. L'augmentation du stock de capital fixe dans l'industrie qui n'avait été que de 3 % l'an de 1950 à 1954 et de 5 de 1957 à 1959, est de plus de 7 de 1961 à 1963<sup>(31)</sup>. Néanmoins à la fin de 1963 près de 40 % des entreprises industrielles déclarent ne pas pouvoir produire davantage, à la fois faute d'équipement et de personnel<sup>(32)</sup>, alors qu'elles n'étaient que 10 % au début de 1959. Ainsi la marge de capacité disponible avec embauche des entreprises industrielles s'est réduite fortement, s'abaissant de plus de 20 % à moins de 17, bien que le stock de capital disponible ait fortement augmenté.

---

(28) Commissariat général du Plan et INSEE — Les indicateurs associés au VI<sup>e</sup> Plan — 2<sup>e</sup> année 1<sup>er</sup> trimestre p.37

(29) V 18

(30) A quoi correspond une hausse du dollar en francs de 20 % en 1957 et de 17,5 % en décembre 1958

(31) INSEE. Tendances de la conjoncture, 5<sup>e</sup> supplément mai 1973, p.12

(32) INSEE. Tendances de la conjoncture, 8/9 supplément août-septembre 1973, p. 118

En raison des dévaluations récentes et de demandes fortes, les prix à la consommation s'élevèrent en moyenne de 4,1 % l'an, au lieu de 2,4 en Allemagne et 1,3 aux Etats-Unis, la hausse atteignant même 5,5 en France entre les troisièmes trimestres de 1962 et de 1963. Bien que le gonflement de la masse monétaire (M2) se soit poursuivi au rythme de 16 % l'an, et que la vitesse de circulation de la monnaie ait cessé de diminuer au début de 1963, ce n'est qu'en novembre que le taux d'escompte est porté de 3,5 à 4 %<sup>(33)</sup>. Le pouvoir d'achat des taux de salaires horaires augmente d'abord de 1,2 % en 1959, puis de 2 en 1960, de 3,9 en 1961, de 4,7 en 1962, de 4,5 en 1963, et sur l'ensemble des cinq années, en moyenne de 3,9 % l'an. La masse des salaires nets réels payés s'accroît de 7,3 l'an et la consommation des ménages de 6,5. La durée du travail s'élève de 44 à 46 heures par semaine. Le nombre des chômeurs recensés s'abaisse de 140 000 à 92 000. Le taux d'épargne des ménages progresse fortement, de 8,8 à 14,9 % du revenu après impôts directs (planche 6).

Le déficit du budget de l'Etat, qui était encore de 2 % du PIB en 1959, n'est plus que de 1,6 en 1963. Les dépenses militaires s'abaissent de 6,9 % du PIB en 1959 à 5,5 en 1963, tandis que la FBCF de l'Etat s'élève de 0,5 à 1 % du PIB<sup>(34)</sup>. Les taux d'intérêt à long terme fléchissent de 7,5 à 6,5 %<sup>(35)</sup>. L'indice des cours des actions à la bourse de Paris monte, en monnaie constante, de 80 % entre décembre 1958 et l'été 1962 ; mais ce gain se trouve réduit de moitié à la fin de 1963<sup>(36)</sup>. La balance des paiements courants devient excédentaire : de - 0,4 du PIB en 1958, elle atteint + 1,45 en 1961, mais seulement + 0,6 en 1963. Les réserves d'or de la Banque de France, qui étaient de 516 tonnes à la fin de 1957, pèsent 2 700 tonnes à la fin de 1963. Les avoirs en or et en devises, qui étaient de 2,7 milliards de francs en 1957, atteignent 21,8 milliards<sup>(37)</sup>. Cette période apparaît donc faste. Toutefois une ample grève des mineurs, du 1er mars au 15 avril 1963, assombrit l'atmosphère pendant un temps et provoque une brusque baisse de l'indice de la production industrielle, mais heureusement compensée dès le trimestre suivant.

La conjoncture est bonne aussi dans nombre de pays étrangers où la croissance du PIB s'accélère alors. En Allemagne elle est de 7 % en taux annuel de 1958 à 1963 au lieu de 5,4 de 1955 à 1958, en Italie de 6,5 au lieu de 5, aux Pays-Bas de 4,8 au lieu de 1,9, au Royaume-Uni de 3,4 au lieu de 1,2, aux Etats-Unis de 4 au lieu de 1,2, au Japon de 10,8 au lieu de 6,7.

### **Du 1<sup>er</sup> trimestre 1964 au 1<sup>er</sup> trimestre 1968 : la consolidation**

En cette phase de quatre années la croissance du PIB marchand se ralentit, n'étant plus que de 5,4 % l'an, celle de l'indice de la produc-

---

(33) V 18

(34) VI 2

(35) V 18

(36) V 30

(37) V 18

tion industrielle de 4,3 mais celle de la valeur ajoutée par l'industrie de 6,5. L'amélioration de la productivité du travail est de 4,9 en moyenne par an, atteignant même 9,7 entre le 1<sup>er</sup> trimestre 1967 et le 1<sup>er</sup> trimestre 1968. La FBCF totale n'augmente que de 7,1 % l'an et celle des entreprises de 5,7, mais celle des ménages de 10,8, leur enrichissement prolongé les incitant à construire. La durée du travail se raccourcit légèrement et les demandes d'emploi non satisfaites s'enflent de 98 000 en 1964 à 196 000 en 1967. Les salaires réels ont une progression légèrement ralentie (3 % l'an). Le taux d'épargne des ménages passe de 14,9 au premier trimestre 1964 à 16,9 au 3<sup>e</sup> trimestre 1967 (planche 6). Les taux d'intérêt à long terme s'élèvent de 6 % à un peu plus de 7. L'indice du cours des actions, en monnaie constante, poursuivant le mouvement qui avait débuté en 1962, baisse encore de 30 % pendant cette phase. Le budget de l'Etat est équilibré en 1964 et 1965, mais il est en déficit de 0,8 % du PIB en 1966 et de 1,13 en 1967. La diminution de l'excédent de la balance des marchandises et de celle des paiements courants intervenue de 1962 à 1964 est stoppée et un léger excédent maintenu. Les réserves d'or et de devises de la Banque de France atteignent, grâce à des entrées persistantes de capitaux, 29,6 milliards de francs au 1<sup>er</sup> trimestre 1968 <sup>(38)</sup>.

La hausse des prix se ralentit (3 % l'an). Ainsi n'est-elle plus guère supérieure à celle alors observée en Allemagne (2,6) ou aux Etats-Unis (2,5). Les taux d'intérêt demeurent relativement élevés, aux environs de 7 % à long terme, entre 4,5 et 5,4 à court terme. M2 n'augmente plus que de 10 % l'an et sa circulation se ralentit de 1,3 % l'an. Les marges de capacité de production disponibles dans l'industrie <sup>(32)</sup>, anormalement réduites à la fin de 1963 (7 % sans embauche et 17 avec embauche) ont été rétablies, si bien qu'au début de 1968 elles atteignent 11 et 21 %, donnant la possibilité d'une croissance qui soit de nouveau voisine de celle du début des années soixante.

Si l'on examine de près l'indice de la production industrielle, très sensible à la conjoncture, on remarque deux interruptions de son progrès. La première s'inscrit du 2<sup>e</sup> trimestre 1964 au 1<sup>er</sup> trimestre 1965, où l'indice général fléchit de 2 %, sous l'effet principalement des productions de l'industrie automobile et de l'industrie textile <sup>(39)</sup>. Cela ne s'observe qu'en France et apparait comme la conséquence, décalée dans le temps, du plan de refroidissement mis en œuvre en 1963. La seconde est un plafonnement qui apparait de l'été 1966 à l'été 1967, portant les marges de capacité disponibles avec embauche de 19 à 20,5. Il est en grande partie la conséquence de la conjoncture d'alors en Allemagne : l'indice de la production industrielle y baisse de 6 % entre le deuxième trimestre 1966 et le premier trimestre 1967 (planche 1), le PIB y est en 1967 légèrement inférieur à celui de 1966 (planche 2) et l'investissement s'y réduit de 8 % (planche 3), le tout provoqué par un coup de frein donné en ce pays, où l'on était inquiet à la fois d'une légère accélération des prix survenue en 1965 et 1966 (planche 7), d'une réduction de l'excédent de la balance commerciale

---

(38) \*\* Idem.

(39) II 27

en 1965 et de l'apparition d'un déficit inhabituel de la balance des paiements courants <sup>(40)</sup>.

A la reprise allemande, survenue à l'été 1967, correspond une accélération en France, telle qu'entre le troisième trimestre 1967 et le premier trimestre 1968 la valeur ajoutée par l'industrie augmente au rythme de 16 % l'an, sans que pourtant les marges de capacité disponibles s'amenuisent, semble-t-il (32), ceci grâce à un accroissement du stock de capital qui, depuis 1961, n'a jamais été inférieur à 6 % annuellement. Cette croissance forte sera interrompue par les événements de mai 1968.

### **Du 1<sup>er</sup> trimestre 1968 au 1<sup>er</sup> trimestre 1969 : l'adaptation à un choc**

Cette période diffère profondément des deux précédentes ; elle est celle d'une adaptation de l'économie à un choc essentiellement culturel, social et politique, d'une ampleur sans égale en temps de paix.

L'interruption de la production en mai-juin se traduit par une chute de 15 % de l'indice de la production industrielle au 2<sup>e</sup> trimestre, mais qui est comblée, et au-delà, dès le 3<sup>e</sup> trimestre, si bien que du premier trimestre 1968 au premier trimestre 1969 sa hausse est de 9,3 %. Les marges de capacité disponibles avec embauche tombent de 21,2 % à 15,6. La production intérieure brute marchande, quoique quelque peu freinée par les services, le bâtiment et les travaux publics, retrouve une progression de 4,7 % l'an et la productivité du travail s'améliore brusquement de 7,4 % l'an. En 1968 le déficit budgétaire est de 2 % du PIB, mais il sera résorbé en 1969 <sup>(41)</sup>. La grande nouveauté concerne les salaires et les prix. La hausse du SMIG <sup>(42)</sup>, décidée en juin, est de 30 %. En moyenne les salaires nominaux sont majorés de 10 %, puis s'élèvent au rythme de 7 % l'an. Les prix à la consommation montent de 7,2 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 1968 et le 1<sup>er</sup> trimestre 1969, bien que la parité du franc ait été maintenue. La masse monétaire (M2) fait un bond de 19 %, tandis que M1, dont la vitesse s'accélère, ne s'enfle que de 9 % <sup>(43)</sup>. Le taux d'escompte est relevé à 7 % en juin, le taux de l'argent au jour le jour renchérit de 4,9 à 8 % tandis que le rendement des obligations s'élève seulement de 7,5 à 8,1 <sup>(44)</sup>. Les salaires réels, après avoir été accrus brusquement, en moyenne de 8,3 %, plafonnent jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre 1969. Le taux d'épargne des ménages, qui était encore de 15,1 au 1<sup>er</sup> trimestre 1968, s'abaisse à 14,6 au 4<sup>e</sup> trimestre. Il ne sera plus que de 12,1 au 3<sup>e</sup> trimestre 1969.

Sous l'effet de ces dérapages, la balance commerciale, excédentaire en 1967 de 152 millions de dollars, est déficitaire en 1968 de 614 et la balance des paiements courants, excédentaire en 1967 de 152 millions

---

(40) VII 29

(41) VI 1

(42) IV 25 et 26

(43) V 17

(44) V 18

de dollars, est déficitaire en 1968 de 1 451 millions, soit – 0,9 % du PIB (planche 9). A quoi s'ajoutent d'amples fuites de capitaux qui réduisirent de 25,7 à 18,9 milliards de francs l'encaisse-or de la Banque de France et de 3,9 à 0,8 ses avoirs en devises<sup>(44)</sup>. En 1969 le déficit de la balance commerciale atteindra 1 496 millions de dollars et celui de la balance des paiements courants 2 077 millions, soit – 1,58 du PIB.

## **Après de Gaulle**

Pendant la période qui va de l'été 1969 à l'été de 1973, précédant le premier choc pétrolier, l'économie française bénéficie des efforts accomplis au cours des années 1958-1967 pour renforcer son capital productif, réduire l'endettement de l'Etat et rééquilibrer ses échanges extérieurs. Mais s'y inscrivent aussi les conséquences des événements survenus en 1968, ainsi que certains changements de politique économique.

Alors que le général de Gaulle avait tenu à maintenir inchangé depuis janvier 1959 le cours du franc en dollar, le franc est, dès août 1969, dévalué de 11 %, bien qu'on sût que le mark allait être réévalué. Il le fût en octobre de 8 %. La dépréciation du franc envers le mark se trouva alors être de 18 % par rapport à juillet 1969 et, compte-tenu de la réévaluation du mark de 5,3 % intervenue en mars 1961, elle était de 22 % par rapport à 1959. Cependant depuis le début de 1959 la hausse des prix allemands n'était inférieure que de 14 % à celle des prix français. Le taux de change réel du franc en mark, en comparaison de ce qu'il était en janvier 1959, se trouvait ainsi déprécié de 9,5 %.

Du 1<sup>er</sup> trimestre 1969 au 1<sup>er</sup> trimestre 1973 la croissance est un peu inférieure à ce qu'elle avait été en moyenne avant les événements de 1968, du 1<sup>er</sup> trimestre 1959 au 1<sup>er</sup> trimestre 1968 : celle du PIB marchand est de 6,2 par an, au lieu de 6,6, celle de la valeur ajoutée par l'industrie de 7,2 au lieu de 7,4, celle de l'investissement total de 7,2 au lieu de 7,9, de l'investissement des entreprises de 6,8 au lieu de 7,9. Les salaires réels augmentent de 4,7 l'an, au lieu de 4, et le coût de la vie de 5,4 % au lieu de 3,9. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'élève de 200 000 en 1967 à 400 000 en 1973. M2 s'enfle de 14 % l'an, mais sa vitesse de circulation diminue de 2,4 % l'an. Les taux d'intérêt à long terme demeurent hauts, entre 8 et 9 %, tandis que le taux d'escompte est progressivement abaissé de 8 à 5,75 % et celui de l'argent au jour le jour de 9,8 à la fin de 1969 à 3,8 au 3<sup>e</sup> trimestre 1972 ; mais il remonte à 8,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre 1973<sup>(44)</sup>. En 1973 la part de la valeur ajoutée par les entreprises qui va aux salaires est de 57,4 %, au lieu de 55,8 en 1969. La durée du travail se raccourcit, d'un peu plus de 45 heures en 1969 à moins de 44 heures en 1973, tandis que la productivité du travail, après le bond réalisé en 1968, croît au rythme encore élevé de 5,7 % l'an. Les marges de capacité disponibles dans l'industrie se réduisent, sans embauche d'un peu plus de 8 % en

1970 à moins de 7 % en 1973, avec embauche de 17 à 14. Les finances de l'Etat sont à peu de choses près équilibrées <sup>(45)</sup>, mais ses investissements, qui en pourcent du PIB n'avaient cessé de croître de 1959 à 1968, s'amenuisent (planche 5).

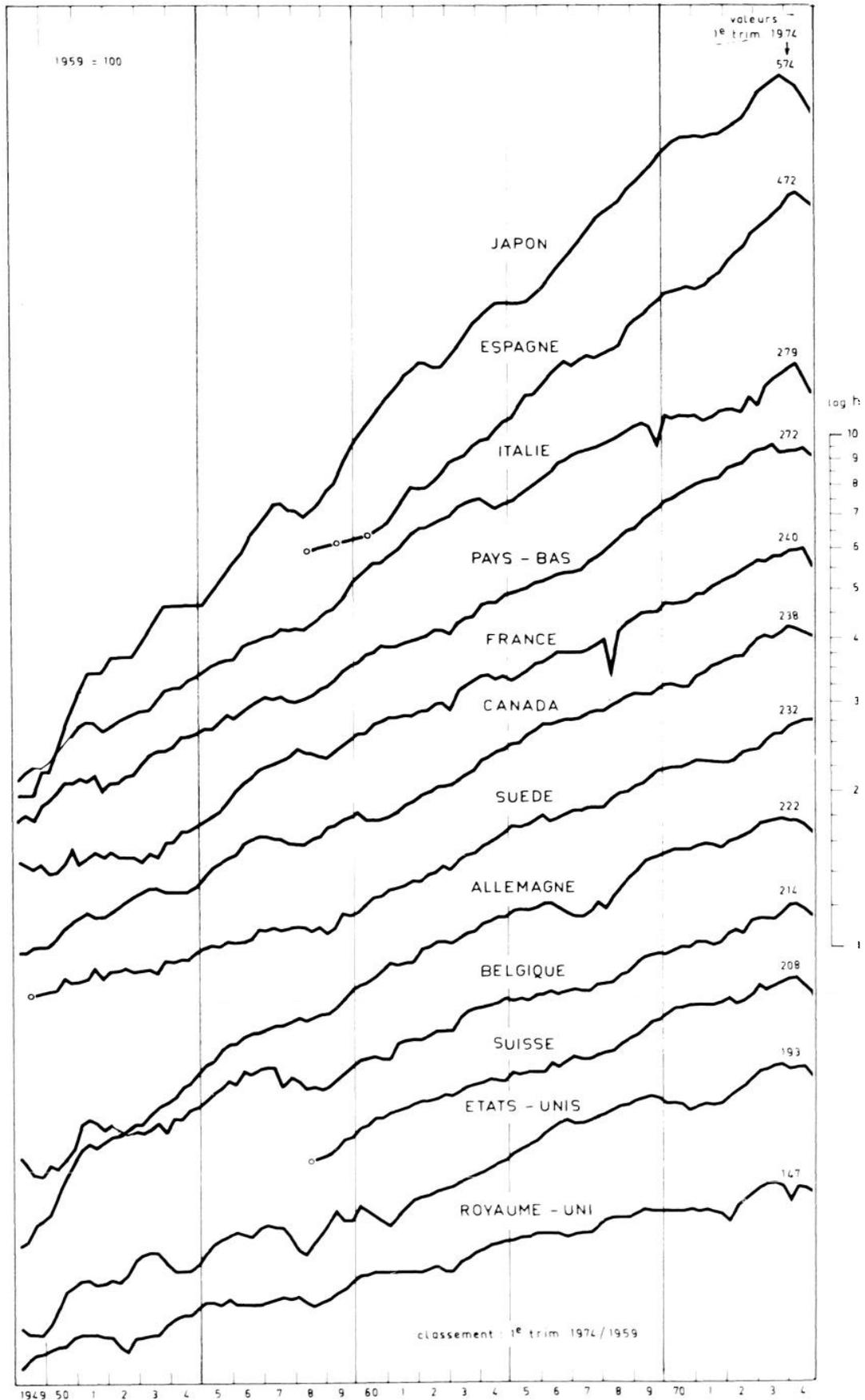
La part d'exportations françaises dans les exportations mondiales s'élève de 5,5 % en 1969 à 6,3 en 1973, tandis que les exportations atteignent, en pourcent du PIB, 14,3 en 1973 au lieu de 9,8 en 1969 et les importations 14,9 au lieu de 10,6. La balance des paiements courants, après avoir été déficitaire en 1969 de 1,6 % du PIB et être redevenue excédentaire de 1970 à 1972, devient légèrement déficitaire en 1973. Ces performances apparaissent encore brillantes ; mais, en raison de la manière dont elles ont été obtenues, n'étaient-elles pas aventureuses ?

Dans les autres pays développés on assiste pareillement en cette période à une accélération de l'inflation, même en Allemagne où elle atteint 5,3 % l'an, à peine moins qu'en France, et aux Etats-Unis où elle est de 4,6, ainsi qu'à un ralentissement plus ou moins prononcé de la croissance. Celle du PIB est de 4,4 % l'an en Allemagne de 1969 à 1973, au lieu de 5,8 de 1959 à 1969, aux Etats-Unis de 3,5 au lieu de 4,3. Néanmoins les hausses de salaires réels sont partout un peu plus rapides qu'au cours de la décennie précédente.

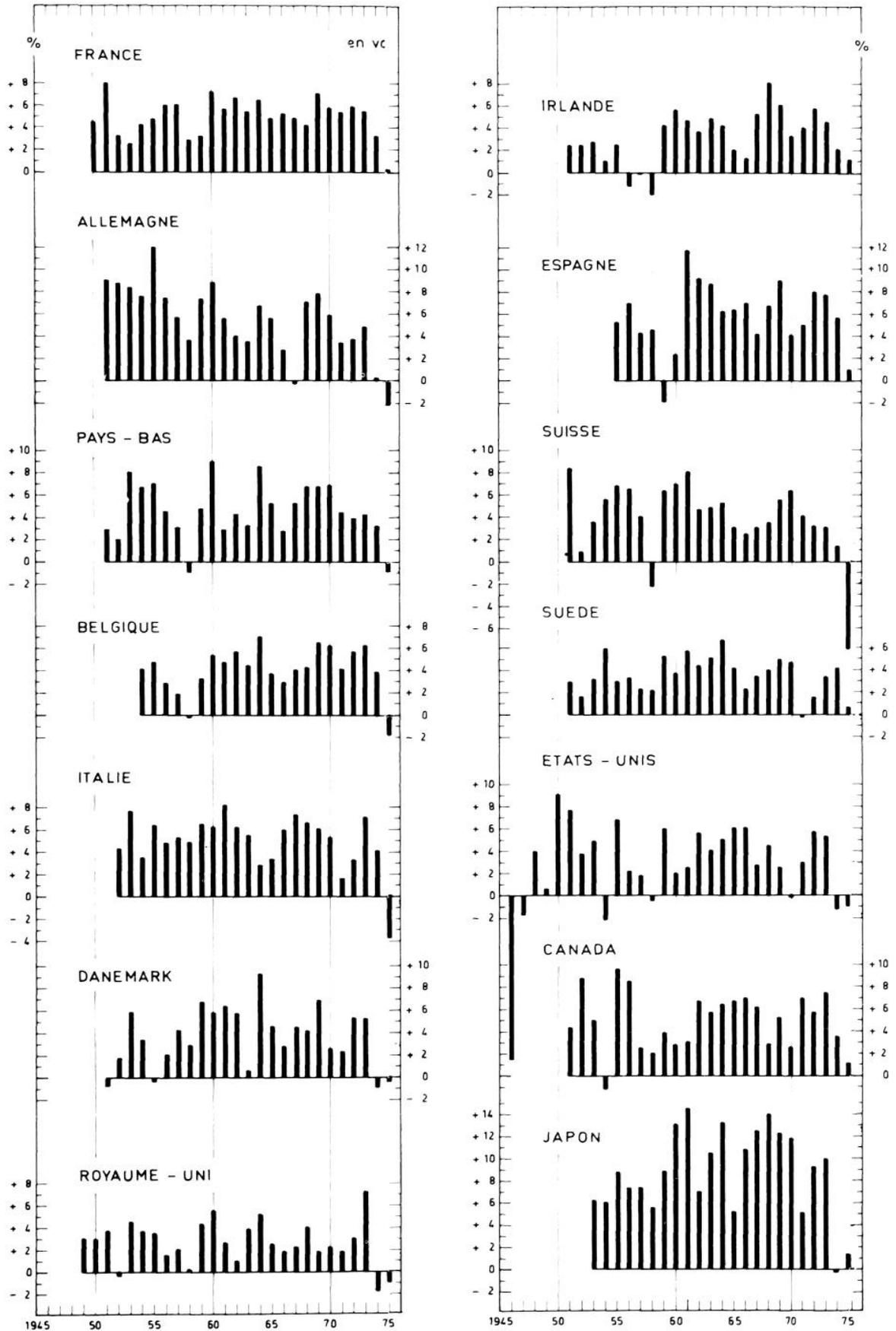
---

(45) VI 2.

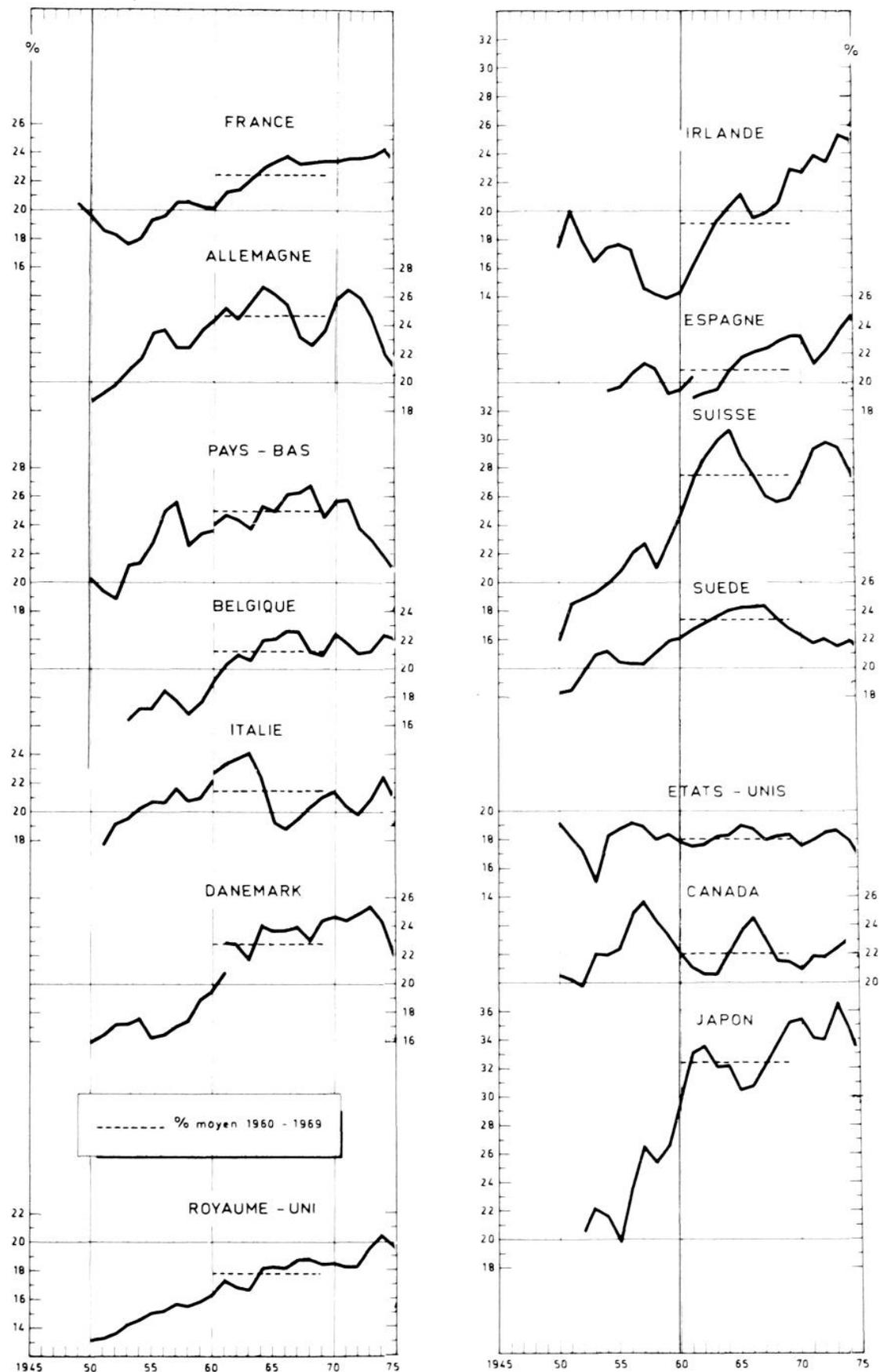
1. Production industrielle



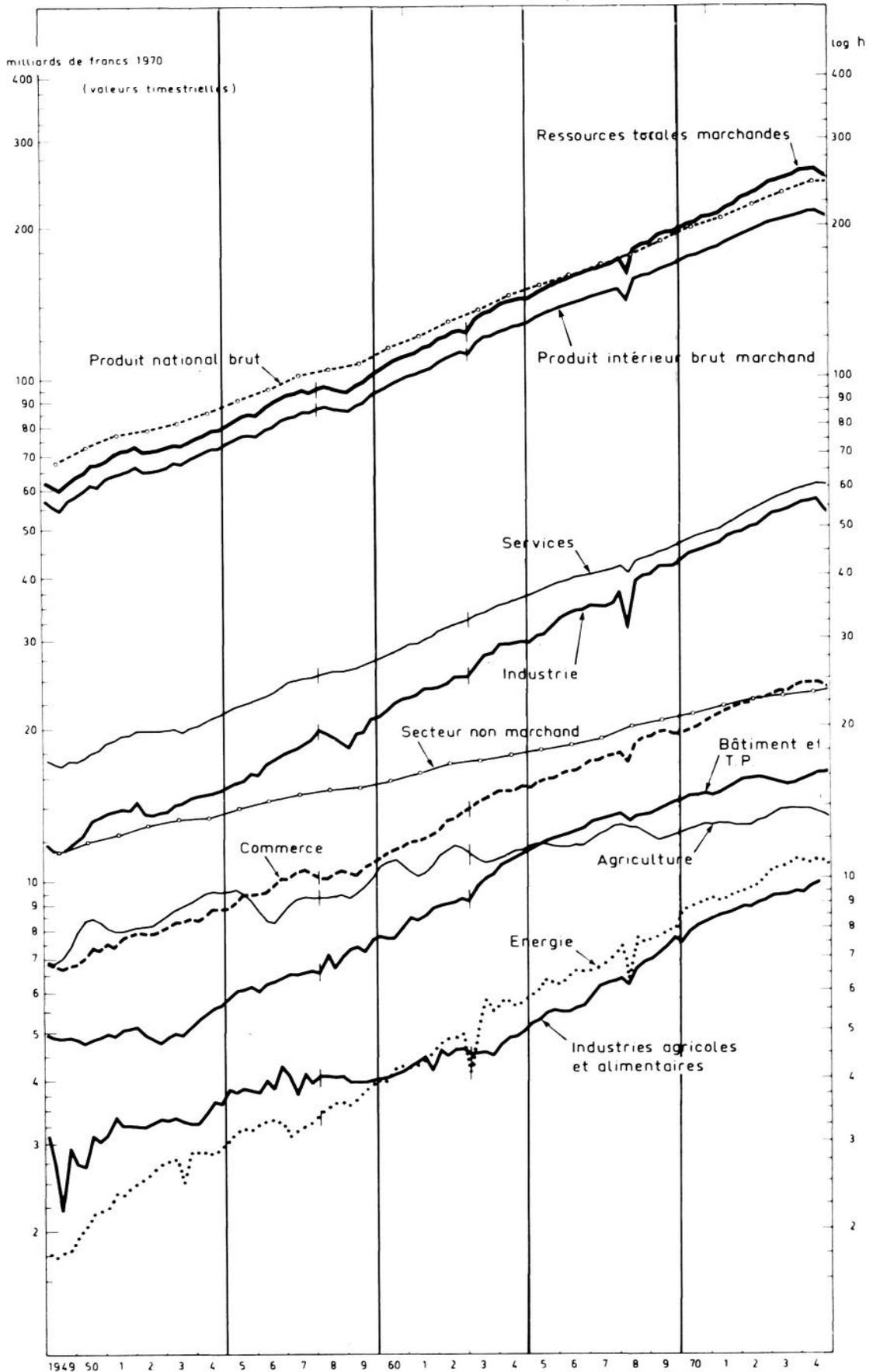
2. Variations annuelles du produit intérieur



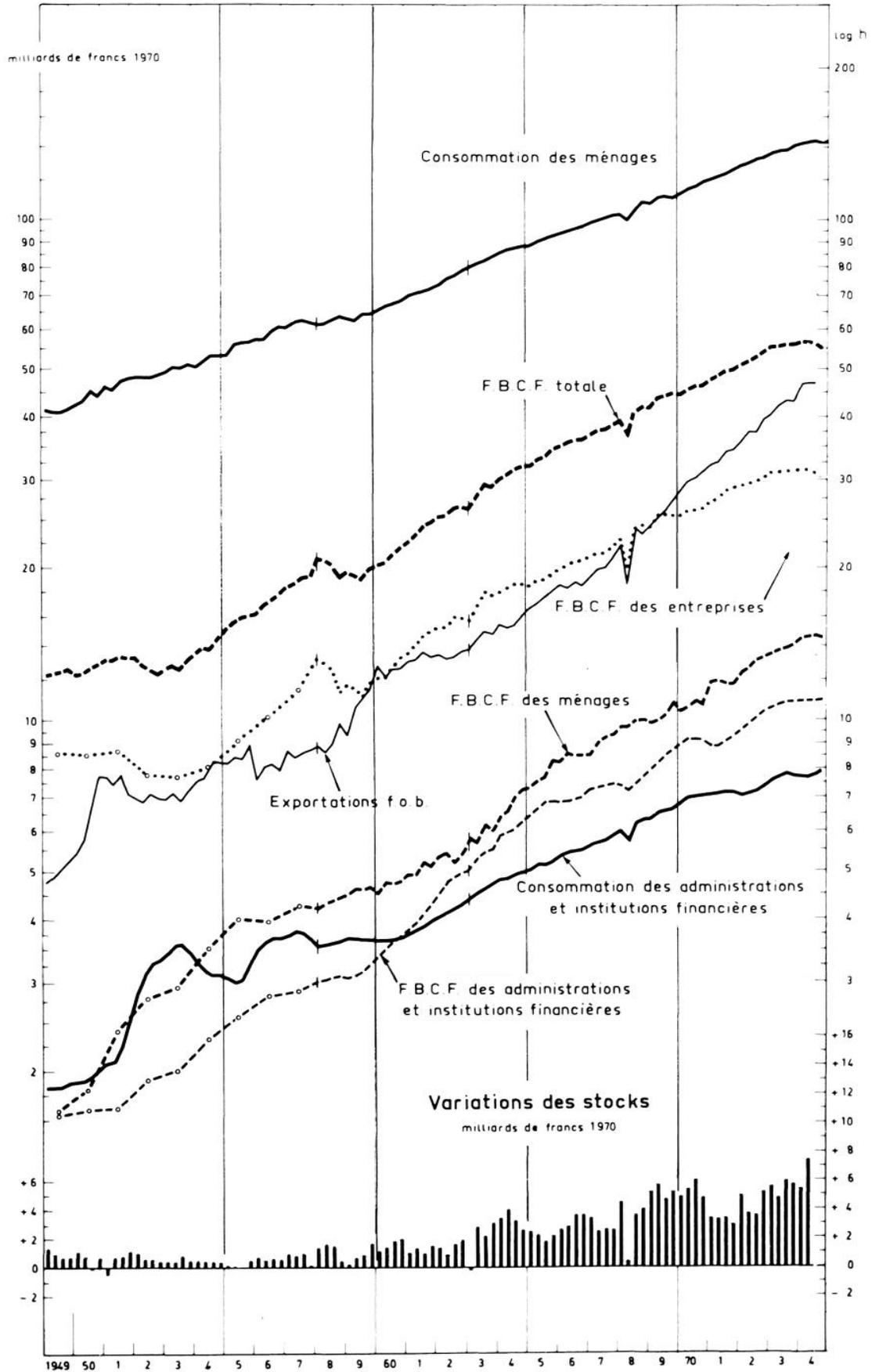
3. FCFB en pourcent du PIB



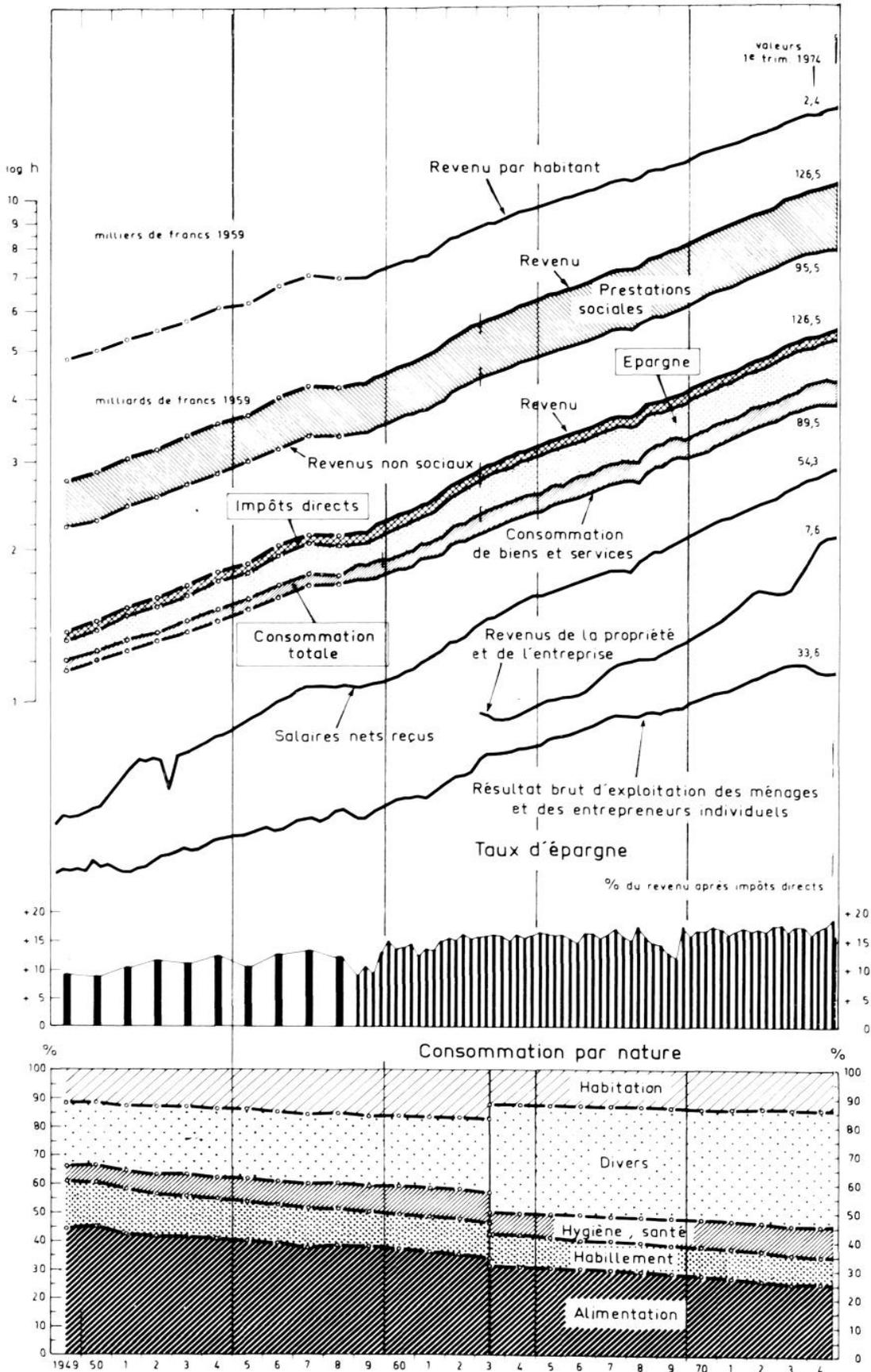
#### 4. Produit national par secteurs en France



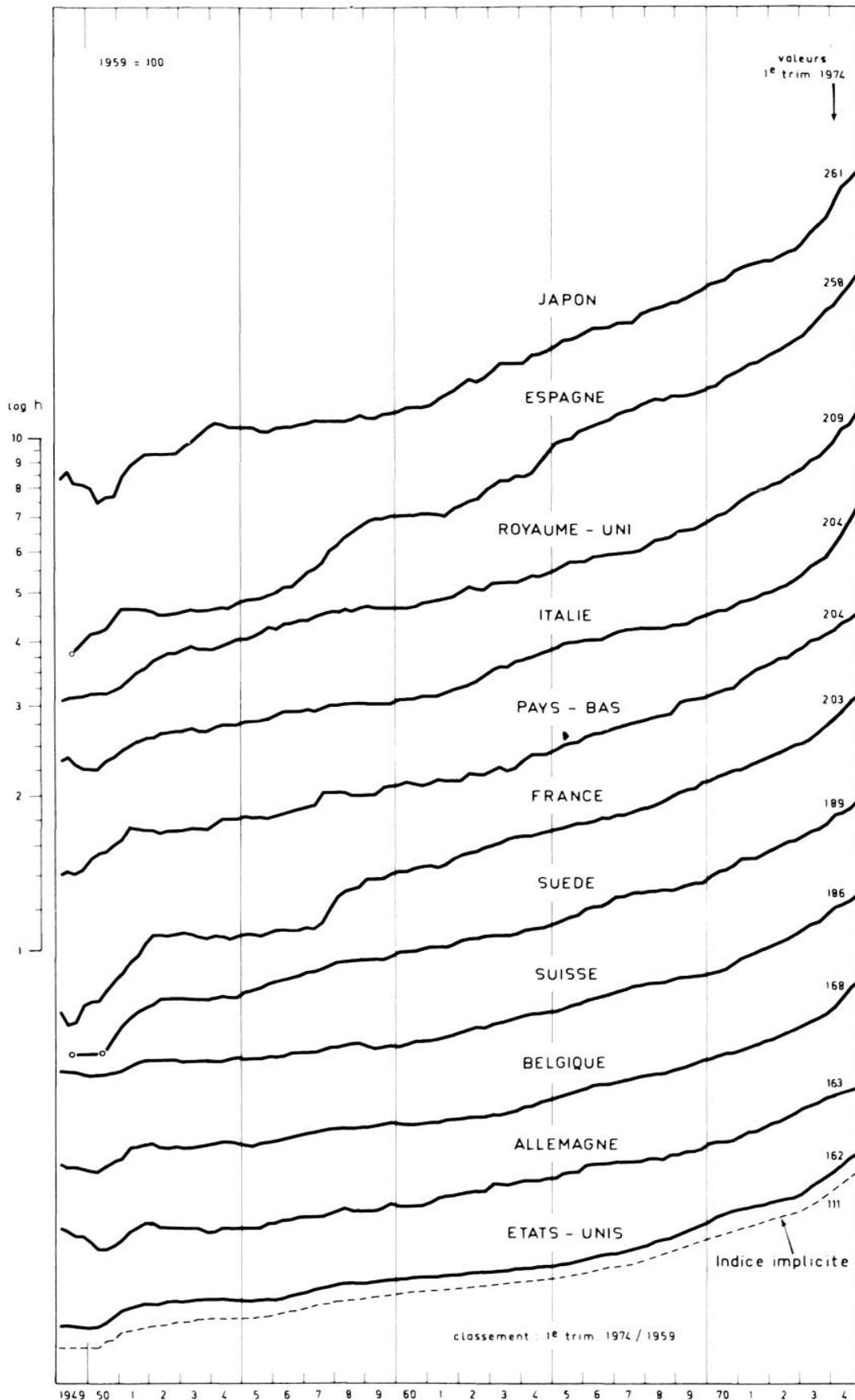
5. Emplois des ressources en France



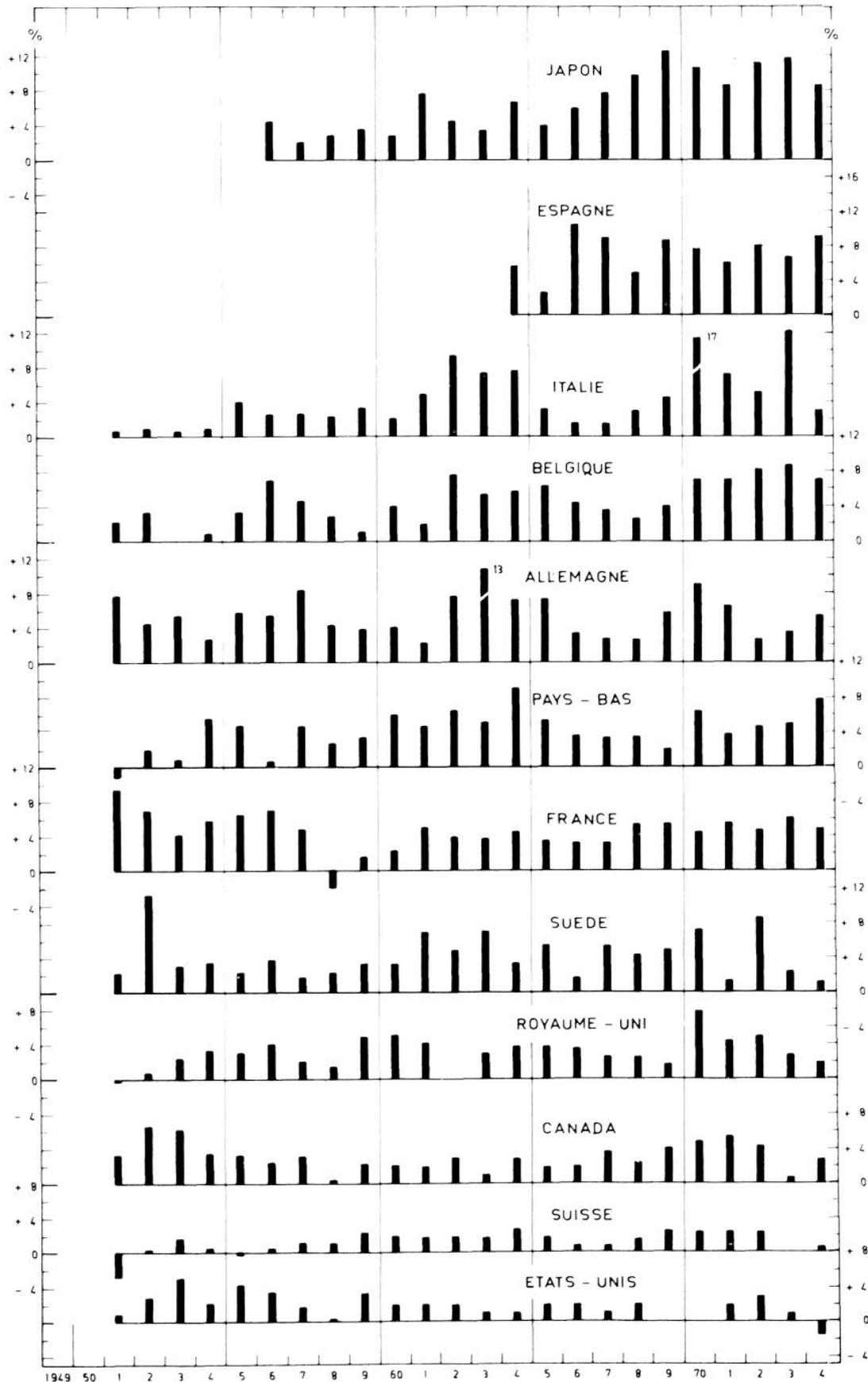
6. Revenus et consommation en France



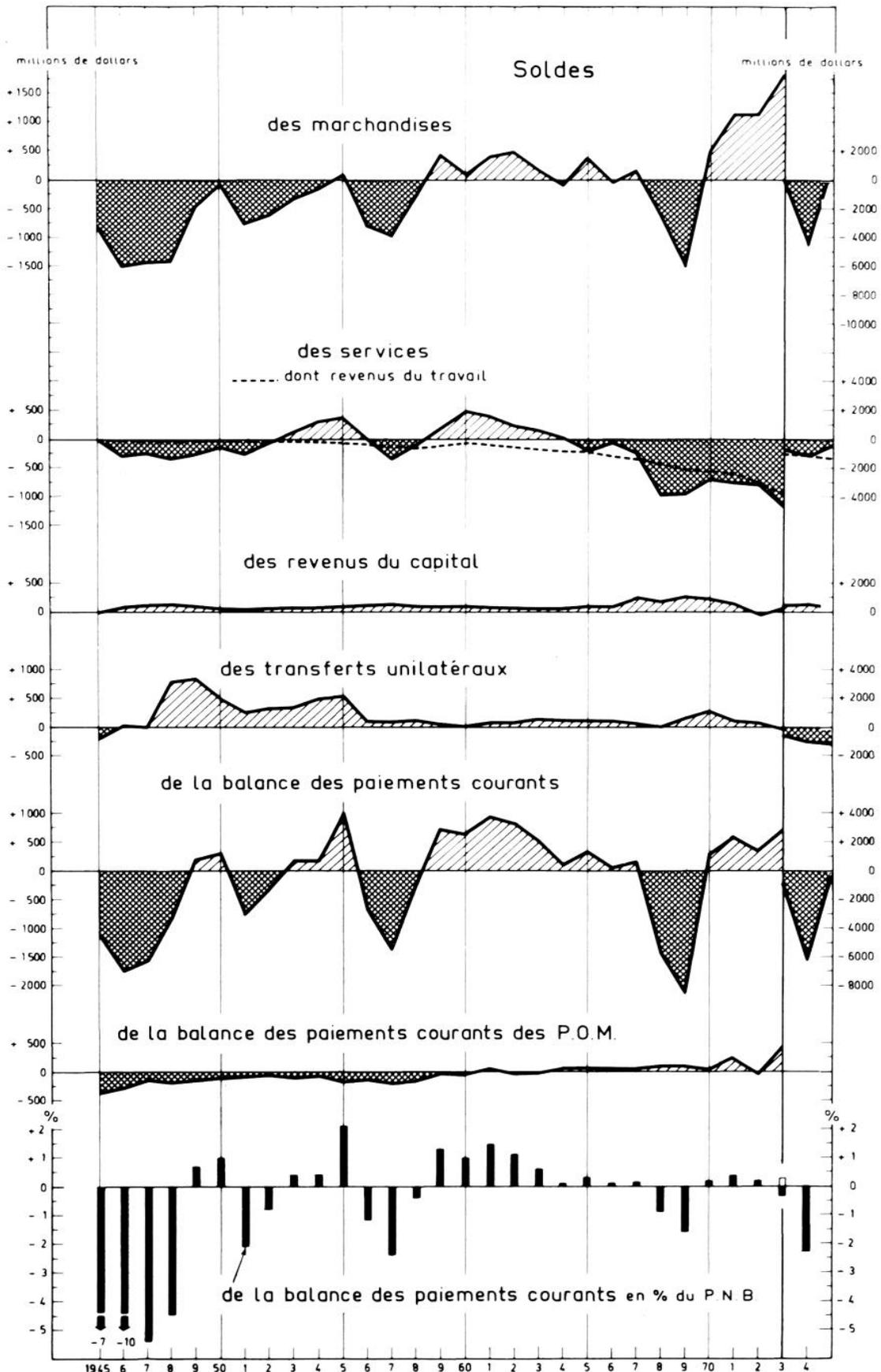
7. Prix à la consommation



8. Variations annuelles des salaires réels



9. Balance des paiements de la France



Source : Les économies occidentales du XIXe siècle à nos jours, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. Les données numériques des graphiques sont disponibles à l'OFCE et les sources indiquées à la fin du Tome II.